



cerises

la coopérative

Humeur de Cerises

Le bitcoin, cryptomonnaie, essuie son premier crash. Particularité : cette monnaie n'est pas assise sur une valeur mais sur l'intérêt qu'on lui porte ! Ce n'est pas une monnaie, c'est une histoire d'amour !!!

Selon l'ONU, 100 MILLIONS de travailleuses et travailleurs dans le monde auraient basculé dans la pauvreté à cause de la crise sanitaire.

Fermeture d'une boutique parisienne de lingerie fine, raison invoquée : « On n'aperçoit plus le trottoir »...

30% des 16-30 ans se sentiraient mal dans le genre qui leur est assigné. Plutôt que la dictature des normes, enfin du respect ? Plutôt que du sexisme, de l'égalité ?

Agenda militant

24 au 28 août à Nantes

[Université d'été des mouvements sociaux et des solidarités](#)

Du 23 au 27 août 2021

[Rencontres de PEPS](#)

Élections, abstentions, je, nous, septembre, décembre...

Roger Martelli revient dans ce numéro sur les élections de fin juin. Un mot tout de même d'emblée : comment peut-on encore dénoncer celles et ceux qui ne votent pas comme étant un « problème démocratique » ... alors qu'ils et elles sont l'expression de ce « problème ». Une expression aux motivations diverses et qu'il ne s'agit pas de mythifier, mais qu'on ne peut ni ignorer, ni faire semblant de découvrir à chaque scrutin. Nos récents dossiers résonnent d'une actualité brûlante : de la Commune aux luttes qui redéfinissent la politique, en passant par l'impasse de la social-démocratie, il y a de quoi s'interroger sur le fait électoral.

La démocratie, la politique ne sauraient se réduire à quelques dimanches électoraux. Syndicalistes, féministes, gilets jaunes, sans-papiers en grève, membres de coopératives autogestionnaires, antiracistes, écologistes, internationalistes, actrices et acteurs du monde culturel en lutte, zadistes et bien d'autres y contribuent largement. Beaucoup sont tout cela à la fois, ou du moins une bonne partie de tout cela. Là est sans doute un des nœuds de notre problème : comment unifier ces combats, sans faire craindre que chacun y perde ses spécificités, son autonomie, sa force ? Chacun, en tant que groupe, mais aussi comme individu. Un rapport dialectique entre « je » et « nous » est à reconstruire, à réinventer. Pour qu'il s'inscrive dans la perspective d'émancipation sociale, il doit s'articuler avec la dimension de classe, ne pas oublier que les brevets sur les vaccins, les profits mirobolants d'une petite minorité, l'extrême pauvreté de toute une partie de la population mondiale, la précarité qui se généralise, les violences policières, militaires, étatiques, impérialistes, etc... ne sont le fruit ni du hasard ni d'une mauvaise gestion, mais les fondements du système.

Puisqu'il est de coutume de parler de la rentrée de septembre, nous pourrions pour celle-ci, ne pas nous en tenir à la traditionnelle « journée d'action » mais l'axer sur la préparation d'un anniversaire : le 5 décembre 2019 démarrait une grève nationale interprofessionnelle, qui a permis la non-application de la contre-réforme des retraites. Deux ans après, on pourrait enfoncer le clou à propos des retraites et surtout, parce que nous avons un peu de temps d'ici là, construire une plateforme offensive unifiant les combats évoqués plus haut ? 1871-2021, la Commune n'est pas morte, n'est-ce pas ? ●

Christian Mahieux



Pas bio la PAC



La nouvelle Pac 2021 et sa certification « haute valeur environnementale » est contestée par les organisations paysannes et par une récente tribune signée de plus de 700 scientifiques jugeant au contraire que « Les petits pas de la politique agricole commune ne suffisent plus ». Pas d'ambition bio et le Ministre français de l'agriculture qui propose de ne rien changer à la politique agricole et alimentaire. Et pourtant la précarité alimentaire a explosé, le revenu paysan est en berne, l'urgence climatique se vit quotidiennement sur les fermes.

La PAC ne sera pas bio. À la Confédération Paysanne on note que le ministre de l'agriculture, devant ses collègues européens, assume de figer les inégalités, qui voit 55% des aides aller à seulement 20% des agriculteurs. Or la revalorisation du paiement sur les premiers hectares, l'aide petite ferme et plafonnement, revendications majeures du syndicat paysan, sont des leviers fondamentaux qui développeraient l'installation et l'emploi paysan, seule façon d'avancer réellement dans la transition agroécologique et en faveur de la souveraineté alimentaire.

Crise sanitaire oblige, on parle « manger frais et local » au ministère, et pourtant... En proie aux distorsions de concurrence organisées par le Marché Unique Européen, la production fruits et légumes est parmi les plus en difficulté. Pourtant, le ministère de l'Agriculture n'introduira pas la création d'une aide couplée dédiée aux fruits et légumes dans le cadre de la future PAC. Autre exemple, d'une PAC à venir pas bio du tout. Sous le terme éco-régime, la PAC prévoit que le bio et la labellisation HVE (haute valeur environnementale) aient droit aux mêmes montants dans ces écorégimes. Hors, la HVE est bien moins exigeante que le bio. Cette labellisation n'exclut pas l'utilisation des pesticides de synthèse. La Confédération Paysanne tout comme la FNAB Fédération Nationale d'Agriculture Biologique n'y voient qu'une mesure de greenwashing.

● CATHERINE DESTOM BOTTIN

Sommet de l'OTAN. retour à la normale ?



Le 14 juin dernier a eu lieu à Bruxelles le 28e sommet du Conseil de l'Atlantique Nord, la direction politique de l'Alliance Atlantique dont l'échelon opérationnel est l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique nord).

Le falot secrétaire général de l'organisation, le danois Jens Stoltenberg posait la question : l'OTAN est-elle prête à faire face aux défis de la prochaine décennie ? Un « objectif 2030 » pour s'adapter à un monde qui évolue rapidement.

C'était le premier sommet après les années Trump qui avait traité l'alliance « d'instrument obsolète » et critiqué ses membres pour ne pas dépenser assez d'argent – notamment pour acheter des armes américaines. Joe Biden a donc réaffirmé « America is back » (c'est-à-dire comme leader incontesté) confortant une posture antirusse tout en essayant d'engager les membres de l'Alliance dans la confrontation avec la Chine. Emmanuel Macron, dans la position traditionnelle du français râleur, a pu objecter que la Chine ne fait pas partie de la géographie atlantique, le président américain a obtenu l'allégeance de ses alliés. Encore peut-on se demander ce que c'est que l'OTAN aujourd'hui. Une alliance politique dominée par les États Unis, quelles que soient les contradictions avec certains de ses membres (aujourd'hui évidemment la Turquie). Une culture, un système et des procédures, avec le matériel – très majoritairement américain – qui va avec ; et qui s'applique aussi à des armées de pays alliés ou « neutres » extérieurs à l'Alliance, du Maroc au Japon en passant par la Suède. Une agence opérationnelle, officiellement ou non, engagée dans diverses opérations. Actuellement l'OTAN est en Afghanistan avec « Resolute Support » (une mission de formation), présente (inutilement) au Kosovo, dans l'opération « Sea Guardian » sous contrôle américain en Méditerranée, assurant des formations de policiers en Irak ou pour l'Union Africaine... C'est aussi une « police d'assurance », vécue comme telle en tout cas par des pays membres d'Europe centrale, Pologne et Pays baltes notamment. Et quelques grands déploiements manœuvriers de temps en temps pour répondre à ceux des Russes. Le plus souvent, les choses sérieuses s'organisent en utilisant si besoin les canaux opérationnels otaniens, mais sans s'embarrasser d'un quelconque contrôle politique de l'Alliance, dont les instances sont en fait des ectoplasmes (et vis-à-vis desquelles toutes les forces politiques européennes ont toujours été passives), à travers des accords bilatéraux ou multilatéraux, officiels ou discrets, impliquant éventuellement français ou britanniques et quelques autres, du Sahel à l'Irak, au Golfe ou à la mer de Chine. Quant au « pilier européen de l'OTAN », sans cesse évoqué par les Français (et parfois par les Américains), il reste dans les cartons.

Rien de vraiment nouveau donc une fois passé le brouhaha trumpiste ? Ah si ! l'OTAN a officiellement déclaré vouloir un bilan carbone zéro à l'horizon 2050. Un ralliement à la position exprimée par le Département de la défense américain en 2008 : More fight, less fuel... plus de combat, sans doute ? Moins de carburants ? Comment ? Secret défense.

● BERNARD DREANO



Victoire de Pedro Castillo à l'élection présidentielle au Pérou

Il se passe des évolutions très positives dans un certain nombre de pays d'Amérique latine avec des mouvements sociaux de grande ampleur en particulier en Colombie mais cela a lieu également sur le plan électoral. Au Chili avec le vote historique pour l'élection de l'Assemblée constituante avec une large majorité pour les partis de gauche et les représentants des mouvements sociaux et citoyens. Et l'élection comme maire de Santiago d'une jeune femme communiste et féministe Hiraci Hassler. Au Brésil la cote de Bolsonaro est en forte baisse et sa défaite lors des prochaines élections semble plus que probable.

Mais la plus grande surprise est sans doute venue du Pérou avec la victoire à l'élection présidentielle de Pedro Castillo un instituteur du nord du pays qui a obtenu de très bons scores dans toutes les régions en dehors de Lima et en particulier dans les villes andines contre la représentante de l'oligarchie Keiko Fujimori. Pedro Castillo, membre de l'organisation Pérou Libre représente la gauche profonde, celle des campagnes mettant en avant les demandes concrètes des paysannes et des minorités indiennes : réforme agraire, droits sociaux, éducation et santé. Positions qu'il a continué à défendre même dans le contexte du second tour de l'élection où pratiquement tous les médias et les principaux partis politiques étaient contre. Reste qu'il est très traditionaliste réactionnaire sur les questions sociétales. Mais sa victoire a été si serrée qu'elle est actuellement contestée par la candidate vaincue invoquant de prétendues fraudes alors même que la mission d'observation de l'Organisation des États Américains indique que le scrutin s'est passé normalement. Plus grave planent aussi des menaces de coups d'État de la part de la hiérarchie militaire.

● HENRI MERMÉ



© Serge d'Ignazio

Culture, luttes, émancipation

La pandémie a dévoilé, s'il le fallait, le cynisme et la violence des forces du capital. La culture n'est pas essentielle ! C'est ainsi qu'ont été considéré.e.s celles et ceux qui nous racontent le monde avec leurs mots, leurs images, leurs sons, leurs notes, leurs couleurs...
Pendant plusieurs mois ils/elles ont occupé des lieux de spectacle et se sont réappropriés leur outil de travail. Cerises leur consacre le dossier de Juillet.

Dans les luttes, une autre vision de la société ? Suite : quid de la culture ?

Les 5 février et 8 avril dernier le réseau AAAEF, l'équipe de rédaction de *Cerises*, et un groupe de militant.es du Npa avaient proposé de participer à une réflexion et des échanges sur le thème des mobilisations et des pratiques alternatives dans différents domaines, de l'antiracisme au féminisme en passant par le climat, la santé, l'activité des Gilets Jaunes ou encore les nouvelles pratiques citoyennes, marquées par l'auto-organisation et l'autogestion, dans les quartiers populaires de Marseille. Le dossier de *Cerises* du mois d'avril avait rendu compte des grands thèmes du débat.

Dans le prolongement de ces rencontres, des militant.es de la culture qui, pendant plusieurs mois, dans tout le pays, avaient occupé les théâtres, les opéras, les lieux culturels, ont accepté notre invitation à débattre de la dimension auto-organisée et autogestionnaire de cette lutte et des questions posées dans

cette mobilisation sur les enjeux culturels pour la société que nous voulons.

Nous avons posé deux questions :

Quelle est votre appréciation sur le mouvement en cours, ses origines, sa dimension auto-organisée et autogestionnaire et ses objectifs ?

En quoi ce mouvement porte-t-il une interrogation fondamentale sur les enjeux culturels, sur ce qu'est la culture, dans une perspective anticapitaliste et alternative ?

En plus de nos invité.es, d'autres occupant.es ont participé à ce débat. Qu'elles/ils en soient ici à nouveau remercié.es.



Florian Baron, musicien, occupant du TNB à Rennes



Yves Frémion, écrivain, animateur du SELF syndicat des écrivains de langue française



Martine Ritz, comédienne, occupante de l'Opéra Graslin à Nantes, CGT-Spectacle



Magali Braconnot, comédienne, organisatrice de festivals jeune public, occupante du théâtre du Merlan à Marseille, militante au SFA-CGT-Spectacle



Emmanuelle Gourvitch, administratrice d'une compagnie et organisatrice d'un festival en PACA, présidente du SYNAVI



Olivier Roussin, technicien, coordination des intermittents et précaires de Bretagne, occupant du grand théâtre de Lorient



Laurent Eyraud-Chaume, comédien, responsable d'une compagnie en milieu rural, militant au sein de «l'occupation itinérante 05»



Roxane Isnard, comédienne, occupante du théâtre de la Criée à Marseille



Laurent Voiturin, comédien, délégué régional Bretagne du syndicat SFA-CGT-Spectacle



© Serge d'Ignazio

Culture, occupation, autogestion

L'occupation des lieux de culture a ouvert la lutte à d'autres luttes que les seules problématiques culturelles : convergence des luttes ?

Magali Braconnot. J'ai fait partie des occupantes et occupants du théâtre du Merlan à Marseille ... c'est un choix que nous avons fait en décidant d'aller dans les quartiers populaires... nous n'étions pas seulement en lutte pour défendre nos intérêts personnels mais pour parler de tous les droits sociaux en général et même des questions de société. On a participé à toutes les manifs du moment

contre le tout sécuritaire, pour le climat, la santé...

Emmanuelle Gourvitch. Pendant les occupations le SYNAVI était présent dans certains lieux et les liens ont toujours été forts avec les occupant.es. Nous avons participé à la rédaction de certains textes dont l'un en date de Mai dernier s'appelant « Du ruissellement à l'irrigation par la racine pour un nouveau paradigme de politique publique ».

Olivier Roussin. Assez vite nous avons pris contact avec l'ASBFM une fonderie qui travaille pour Renault et qui va fermer avec 200 personnes sur le carreau. On a participé à des manifestations avec eux. On a contacté les gens des hôpitaux, de l'éducation et même des chefs d'entreprise sont venus nous visiter. Enfin des brasseurs de bière. Parmi la CGT chômeurs il y avait des gens qui ont travaillé à Pole Emploi et on a pu faire un gros boulot sur la « réforme » chômage.

Laurent Voiturin. Notre première revendication portait sur la réforme de l'assurance chômage car nous sommes des travailleurs et des travailleuses précaires comme les autres et il ne faut se faire aucune illusion : notre régime particulier est en danger. Et cette revendication a été partagée.

Jacques Thomas. Il y a eu un lieu qui a été occupé, c'est le théâtre, ce qu'on appelle le Grand Théâtre, municipal, de Dijon. Moi j'ai le sentiment (de ce que j'ai vu à Dijon) que l'intégration de la lutte des intermittents dans l'ensemble du mouvement social s'est faite assez naturellement.

Roxane Isnard. Je participe à l'occupation du théâtre de La Criée à Marseille. On a été rejoint par des gens qui n'étaient pas du tout du milieu de la culture, des gens travaillant dans la restauration et des saisonnier.es notamment. Ce qui fait que les premières AG ont porté sur la fameuse question de la convergence des luttes.

Nous sommes des travailleurs et des travailleuses précaires comme les autres

Magali Braconnot. On a eu des rencontres assez passionnantes, avec les militant.es du Mac'Do qui a été transformé en centre social, qui va être racheté et qui finalement est un lieu autogestionnaire. On a été soutenus dans notre lutte par les Fralib, avec les thés 1336, qui, eux, ont récupéré leur entreprise ; et certains copains connaissent bien cette situation là, et on a même été faire une manifestation à Carrefour Port-de-Bouc où ils sont en train de lutter pour faire de ce magasin un lieu autogéré.

Les occupations ont permis de poser la question de l'autogestion dans les lieux de culture et dans le champ culturel en son entier

Magali Braconnot. Ce qui m'a intéressé c'est la façon dont on s'est organisé, de façon horizontale avec pas mal d'AG pour prendre les décisions. La mise en œuvre de ces pratiques de type autogestionnaire n'allait pas de soi mais ça s'est retrouvé dans tous les lieux occupés et ça s'est aussi installé assez vite dans la coordination nationale.

Laurent Eyraud-Chaume. Parmi les textes qui sont sortis à la Criée, il y en a un sur la propriété des théâtres... Pour pratiquer l'autogestion, il faut forcément être propriétaire des lieux. Et beaucoup de participant.es et en particulier dans

Le théâtre c'est à nous

les jeunes générations se sont rendu.es compte que ce n'était pas du tout le cas et qu'il n'y avait aucun pouvoir sur la façon dont ces outils étaient gérés. Alors que celles et ceux qui y dormaient proclamaient « le théâtre c'est à nous ». Ceci ouvre une réflexion passionnante sur comment le monde culturel pourrait demain faire des théâtres des espaces communs.

Roxane Isnard. Je suis comédienne et assistante metteuse en scène. Ce qui a été très intéressant c'est que nous nous étions approprié.es un outil qui ne semblait pas être le nôtre, et que c'était aussi le cas de la ville qui est devenue un espace marchandisé qui n'appartient plus aux citoyen.nes Ceci a été au centre de nos débats pour voir comment on pourrait reconstruire ce qui nous appartient... Et sur tous les sujets se posait la question de l'autogestion, avec la recherche d'un système basé sur le roulement, refusant tout ce qui est pyramidal.

Olivier Roussin. Je suis technicien, occupant du grand théâtre de Lorient et je participe à la coordination des intermittent.es et précaires de Bretagne. La lutte a été à l'initiative de la CGT, de la CGT chômeurs et des Gilets Jaunes. L'organisation s'est très vite mise en place mais on est tombé dans quelque chose de très pyramidal et on a eu du mal à en sortir.

Florian Baron. Sur les questions qui se posent : dans quelle mesure c'était de l'autogestion ? On s'est retrouvé en

fait dans des négociations avec les directions des lieux qui nous accueillait et dans ces négociations les directeurs étaient plus ou moins rassurés de discuter avec des représentants syndicaux et d'avoir en face d'eux des gens du métier. Quand la CGT est partie, on a eu les flics qui nous ont viré trois jours après... où j'ai eu la sensation que justement on avait un fonctionnement très pyramidal et que sur une occupation longue ça ne pouvait pas tenir parce que les gens qui prenaient beaucoup de responsabilités au bout d'un moment étaient épuisés. C'est pour cela qu'ils sont partis ; et c'est très compréhensible. Mais voilà, par contre j'ai vu qu'ils sont partis à un moment où il y a plein d'autres gens qui arrivaient. Et des gens de mouvances autonomes, notamment, qui font très peur à beaucoup de militants et ça m'a questionné beaucoup de lire le texte qu'avait écrit Mouawad là-dessus. Je me demande comment on fait pour faire ré-entrer de la politique dans nos mouvements aussi.

Martine Ritz. Ici à Nantes les auteurs et autrices ont fait tout un tas de propositions ; comme Wajdi Mouawad, dont la chronique ici n'a pas du tout été appréciée. Ce qui m'a frappé, c'est qu'aujourd'hui il y a une culture commune autour du mot autogestion. On se réapproprie notre outil de travail et ça a été quelque chose de très important dans les occupations de se dire que finalement ces lieux sont à nous et puis on nous demande vraiment notre avis. Et là on a pu expérimenter comment s'organiser dans



© Serge d'Ignazio

ces lieux et comment on a pu arracher de ce pouvoir là.

Laurent Eyraud-Chaume. Quand on parle de l'autogestion il y a beaucoup de compagnies qui expérimentent au quotidien ce que ça veut dire travailler ensemble. Qu'est-ce que ça veut dire la question de la gouvernance ? Qu'est-ce que ça veut dire se partager le travail ? Qu'est-ce que ça veut dire décider ensemble ? Il y a des compagnies, de théâtre, il y a des lieux, des théâtres, des associations culturelles qui incluent les spectateurs dans leur manière de construire des projets sur le territoire.

Emmanuelle Gourvitch. La question de l'autogestion est fondamentale. Il y a

des propositions d'AMAP culturelle : on est allé jusqu'à faire des propositions de tirages au sort en matière de financement comme en matière de programmation. Quand on va présenter ça au ministère ça fait plouf mais quelle autre façon ? En quoi ce serait dangereux ou déraisonnable ? Il y a des critères pour financer tel ou tel projet, il y a une partie de ces financements qui sont proposées au tirage au sort sur des structures qui respecteraient un certain nombre de critères : ça permettrait une relève, ça permettrait de financer des gens qui ne sont pas forcément repérés notamment dans le spectacle vivant, ce système de réseau est « une chose formidable ». C'est formidable pour les gens qui sont dedans. Mais tous ceux qui sont dehors

tous ceux qui n'en sont pas ils ne sont nulle part.

Sylvie Larue. Par rapport à cette question de l'autogestion comme une réponse alternative à ce système capitaliste : cette autogestion c'est important qu'elle commence tout de suite dans les luttes, elle est portée de plus en plus dans les mouvements d'occupation. Quand il y a eu les occupations des raffineries, les salariés disaient « les raffineries, elles sont à nous », les agents territoriaux qui ont occupé l'Hôtel de Ville de Paris ont scandé des slogans « l'hôtel de ville il est à qui ? il est à nous ! » et je trouve que c'est quelque chose qui monte très fort et on doit pouvoir s'appuyer sur ce déjà là, élargir cela partout dans toutes les luttes. ●

Culture : de quoi parle-t-on ?

Notre débat a fait ressortir que pour la plupart des protagonistes, ce qu'on entend par culture avait largement dépassé les frontières des arts et lettres, des « beaux-arts », englobant ainsi tout un champ d'activités et pratiques, artistiques mais pas seulement, professionnelles ou amateurs. Nous n'en sommes plus à Malraux ou au congrès d'Argenteuil... Bon nombre d'interventions indiquent combien la culture est perçue, pratiquée non comme un produit fini, muséal, mais comme un mouvement, une démarche.

De l'élitisme

Si pour **Magali Braconnot**, membre du syndicat CGT des artistes, « la culture ce n'est pas forcément quelque chose d'élitiste », elle souligne l'étendue des champs culturels, de l'intervention des artistes « qui font partie de la richesse culturelle dans le pays et qui vont dans les écoles ». Le théâtre subventionné ne peut représenter à lui seul la production artistique et culturelle, même si « il y a une culture élitiste » dont la frontière tient moins au statut des établissements (« centres dramatiques nationaux, des scènes nationales, des théâtres municipaux ») qu'à la posture de ses directions et cadres permanents. Et même si **Jacques Thomas**, (qui n'est pas un professionnel de la culture) évoque « une culture pas forcément enfermée dans les lieux habituels ». L'absence d'acteur.trice.s des arts de la rue ou du street art biaise sans doute ce bornage, mais

La culture ce n'est pas forcément quelque chose d'élitiste

les références nombreuses à l'éducation populaire semblent montrer que l'élitisme est moins en haut des marches (encore que...) que dans le regard porté de haut en bas vers « les publics ». L'élitisme qui s'auto-justifie par le refus de poser « la question de la fréquentation du public et du nombre de spectateurs » et qui « a à voir avec cette interdiction qui se fait pour soi-même d'entrer dans certains lieux ».

Mais c'est aussi un regard élitiste porté sur la culture que souligne **Florian Baron**, musicien, interrogeant : « qu'est-ce que c'est que cette culture, qu'est-ce que c'est ce côté un peu religieux qu'on entretient avec l'art, est-ce que la culture c'est éduquer les pauvres à apprécier la richesse du patrimoine culturel des riches ? »

En proximité

Pour **Emmanuelle Gourvitch**, « la fréquentation au quotidien c'est une piste de travail à envisager », précisant que « le théâtre et la culture en général n'ont pas besoin de lieux institutionnels pour exister, une façon d'être présent sur des territoires en proximité avec les habitants qui ne sont justement pas les publics. ». Si la problématique de la marchandisation de la culture a été ponctuellement soulevée, mais peu du point de vue de son périmètre, on peut certainement constater qu'« au lieu de penser galerie marchande, on ferait mieux de penser commerce de proximité, espace de proximité, à travailler autrement dans des espaces pas forcément dédiés et là la question de la fréquentation se poserait autrement ».

Cette proximité peut-elle tenir aussi de sa captation sociale ? Quand **Roxane Isnard** défend que « se réapproprier nos lieux de travail, c'est aussi se réapproprier la culture comme un espace de rencontre ».

Question d'espace(s), relève **Florian Baron** : « un autre Grand Théâtre Ouvert c'est celui de la rue, il y a quand même énormément d'artistes dans les rues et il y a aussi beaucoup d'art qui se pratique à la maison ». Lequel poursuit en complétant qu'il a « bien aimé les interventions autour de l'éducation populaire même si cela prête à débat sur qui éduque qui et pourquoi et toutes ces structures de domination me pèsent énormément. Je me pose beaucoup la question de la légitimité qu'on a à occuper des scènes, les scènes sont des structures pyramidales et j'ai beaucoup aimé la proposition d'Olivier de dire qu'il faut absolument ouvrir les théâtres l'été il faut au moins qu'il y ait des périodes où les théâtres appartiennent aux gens et où on ouvre les scènes à des amateurs et en termes d'expérimentations concrètes dans les dernières années ». Exemple donné d'« un copain qui a créé le bal de Bellevue à Nantes où il est passé voir toutes les personnes de son quartier ».

Ça sert à quoi tout ça ?

Au fond n'est-ce pas le sens qui définit de quoi est faite la « Culture » ? Pour **Magali Braconnot**, « quelle culture on voulait, qu'est-ce qu'on englobe dans cette culture ? ». **Martine Ritz** semble bien poser une distinction en affirmant qu'« un lieu culturel, c'est le capital culturel plus que les moyens financiers ». A quoi **Benoît Borrits** fait écho en liant appropriation collective et but : « une question de transcendance de la propriété, de dépassement de la propriété. Que faire de nos outils de production (et le théâtre est un outil de production culturelle) ? Un commun inaliénable qui est autogéré à la fois par ces artistes et l'ensemble des producteurs et puis les usagers qui doivent définir ce que doit devenir l'art dans les années à venir. »



© Serge d'Ignazio

La culture serait-elle le champ de nos diversités ? exhorte **Florian Baron** en relevant que « qu'est-ce qu'on a comme culture et à quel point on regarde notre nombril quand on parle de culture ». **Janie Arneguy** relève qu'à Nîmes « Les intermittents nous ont proposé beaucoup d'interventions artistiques sur les marchés et cela a provoqué des discussions avec le public dans les marchés où on était en quelques sortes artistes ». Une orientation que **Rémy Querbouet** complète en affirmant qu'« il n'y a pas d'éducation populaire sans valorisation des cultures populaires ». Et qui prend le contre-pied d'une instrumentalisation par les dominants : « la culture est piégée par un jeu, c'est un instrument de communication, pas un instrument d'émancipation des artistes, de

la population » comme le dénonce Rémy qui propose de travailler sur « comment concevoir la culture dans une perspective communiste et autogestionnaire ».

Visée que conforte **Laurent Eyraud-Chaume**, comédien et conteur, pour qui la décentralisation culturelle « s'est faite de façon assez pyramidale avec des lieux où il peut certes se passer des choses intéressantes mais qui laissent de côté la banlieue et le monde rural. Et ceci avait pour conséquence que ça laissait de côté toute une partie du secteur culturel n'appartenant pas aux schémas dominants : les artistes et techniciens intervenant en prison, dans les centres sociaux, dans les écoles ou faisant du théâtre de rue ».

« Sans la culture et sans les artistes qui nous disent des choses sur le monde tel qu'on le vit, et tel qu'on pourrait le transformer, il nous manque quelque chose d'essentiel dans notre vie de tous les jours » résume au fond **Sylvie Larue**.

Dans ce monde capitaliste, faut-il renverser la table et comme **Florian Ba-**

ron viser que « le terme de culture est lui-même à remettre en question si on veut remettre nos activités dans une perspective qui n'est plus capitaliste justement ». Et/ou que « valoriser la culture populaire est quelque chose qui est très important », comme y insiste Rémy. Parce que « à quoi ça sert finalement le théâtre ? A quoi ça sert finalement de faire des spectacles ? Qu'est-ce que ça veut dire être humain ? On est dans des questions anthropologiques », insiste **Laurent Eyraud-Chaume**.

Le but, pour **Magali Braconnot**, est d'« irriguer par la racine, se répandre partout (...), s'autoriser à aller dans des lieux qui ne sont pas accessibles à tout le monde ». Parce que « finalement la culture c'est quoi ? (...) c'est pas que l'art, c'est surtout pas que l'art, c'est ce qui fait que l'on peut vivre ensemble. La culture n'est jamais neutre ; on est dans une culture néolibérale. Et nous on a envie que la culture ce soit autre chose. Que ce soit quelque chose qui soit plus porté vers l'éducation populaire, plus accessible, émancipatrice, et ça a un lien avec être citoyen ». ●

Quelle rémunération des travailleuses et travailleurs de la culture ?

La réforme de l'assurance chômage, centre du mouvement des travailleurs et travailleuses de la culture, concernait l'ensemble des chômeurs et chômeuses. Le souci de ne pas cloisonner les revendications a été partagé dans toutes les occupations.

Laurent Eyraud-Chaume. Il ne fallait pas que le mouvement se construise principalement sur les intérêts propres de quelques-uns.

Jacques Thomas. Poser le problème de la réforme de l'assurance a aidé justement à cette intégration de la lutte des intermittents dans le mouvement social.

Laurent Voiturin. Notre première revendication portait sur la réforme de l'assurance chômage car nous sommes des travailleurs et des travailleuses précaires comme les autres et il ne faut se faire aucune illusion, notre régime particulier est en danger.

Le régime des intermittents a une histoire. Sans salarié.es pas de spectacle

Martine Ritz. L'intermittence a été inventée par les patrons et pas par les salariés, ils avaient besoin de leurs techniciens pendant les productions de ciné-

ma. Quand ils n'avaient plus de travail, les techniciens allaient bosser dans le bâtiment. Quand les patrons voulaient refaire une production, ils n'avaient pas les techniciens sous la main. L'intermittence est capitaliste...

Sylvie Larue. L'intermittence c'est aussi le début de la continuité du salaire, et du déjà là. Le travail ce n'est pas seulement le moment où on est en représentation, mais c'est aussi le moment où on prépare, on répète, on crée, comme pour nous les profs ce n'est pas seulement 20 heures de travail, soient les heures de présence devant les élèves, mais c'est aussi tout le temps de travail pour préparer les cours pour se former.

Emmanuelle Gourvitch. En tant que syndicat d'employeurs, dont les positions sont proches de celles des salarié.es et de la CGT spectacle, notre revendication a été un plan de relance fléché sur le salariat pour permettre aux intéressés de travailler. Sans salarié.es, il n'y a plus de compagnies, de projets, d'action culturelle et d'éducation populaire. Nos structures subventionnées ou non, certaines étant sous forme d'associations, d'autres de coopératives, ont comme principale richesse leurs salarié.es.

Des situations très diverses

Laurent Voiturin. « L'année blanche » et sa prolongation faisaient que certains n'avaient pas besoin de rentrer en lutte pour obtenir la prolongation de leurs indemnités. Et d'autres étaient dans le secteur subventionné où les spectacles ont continué. Par contre dans certains secteurs importants en Bretagne comme le théâtre de rue ou les fest-noz, les

gens étaient très touchés, sans travail et vraiment en danger.

Yves Fremion. Partout les occupations ont été ouvertes à l'ensemble des professions et à l'ensemble de ce qu'on peut appeler le précaire. Je n'ai jamais autant travaillé que durant cette pandémie. Le travail que j'ai accumulé, je l'ai fait évidemment sans un centime. Si j'ajoute les piges que j'ai faites dans la presse et mes droits d'auteur, sur l'année 2020, j'ai gagné 4000 €. Heureusement que j'étais retraité ! Il faut savoir que pour les écrivains si vous êtes débutant vous n'avez rien, si vous n'avez rien gagné ou pas grand-chose, vous n'avez rien.

Florian Baron. Je travaille avec un musicien afghan exceptionnel et qui ne peut absolument pas accéder à l'intermittence, il faudrait qu'il accepte de se mettre au chômage et s'il est au chômage, il n'a plus le droit d'avoir des papiers, il a des papiers parce qu'il travaille.

Martine Ritz. Énormément de jeunes sont prêts à être pizzaiolo en même temps que comédien. Ils disent : « de toute façon je n'aurai pas de retraite, je n'aurai pas de salaire, je ne gagnerai pas ma vie, on ne me déclarera pas, ce que vous avez vécu vous les vieux n'est pas possible pour nous aujourd'hui ».

Notre système est extrêmement fragile, il repose sur 97 % de micro entreprise. L'intermittence sans contrat de travail, c'est ce dont rêve le Medef, une caisse où on mutualiserait la misère. Beaucoup d'intermittents ont perdu l'idée que leur contrat de travail leur permettait indemnisation, protection et chômage, qui ont été gagnés par nos prédécesseurs qui ont bâti la sécurité sociale. Remettons

Pas d'éducation populaire sans valorisation des cultures populaires



© Brice Le Gall

des choses basiques dans la tête, le déjà là et le communisme, parce que le capitalisme n'a qu'un seul ennemi, le communisme.

De la réforme du chômage à la question du salaire.

Laurent Voiturin. Nous défendons un « plan de relance » en expliquant qu'il y avait une baisse de la masse salariale du secteur. On a réussi à amener avec la question de l'assurance chômage, celle du salaire. Le salaire est la question moteur pour toutes nos compagnies. A la CGT on a la revendication du « nouveau statut du travailleur salarié » qui est une version du « salaire à vie » de Bernard Friot.

Martine Ritz. La 1^{ère} radicalité c'est d'avoir un salaire émancipateur. Avec de la cotisation. Et un salaire qui correspond à des compétences, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Parce que nous faisons des métiers de passion, ces métiers

n'auraient pas à être rémunérés sur du 100% travail ? Il faut revendiquer un statut équivalent à la fonction publique c'est à dire le salaire à vie tel que l'a défini Bernard Friot, le statut du travailleur salarié.

Mais qui dit salaire dit rapport de subordination. Comment s'en libérer ?

Laurent Eyraud Chaume. Mon projet n'est pas d'être salarié ou intermittent, c'est juste une condition technique, je suis comédien ou conteur. Je me bats pour qu'on paie nos cotisations, pour

qu'on ait des choses émancipatrices au travers de la mise en commun des moyens, mais pour moi une vie émancipée et une vie salariée, il y a quelque chose qui est de l'ordre de la contradiction. Comment nos luttes sociales nourrissent notre projet de société : que faire de la marchandisation des spectacles, de la logique de marché et de sa tendance monopolistique ? Comment décider ensemble ? Il y a des milliers de personnes qui aujourd'hui - parfois sous des statuts juridiques pas terribles, des formes associatives pas très adaptées - mais qui sont déjà en train de construire autre chose.

On essaie de construire du communisme de territoire grâce à la culture



© Brice Le Gall

On essaie de construire, c'est du communisme de territoire grâce à la culture.

Yves Fremion. Quand on est subventionné, on ferme sa gueule.

Olivier Roussin. Tout ce pognon qui part dans des cachets hallucinants doit être réparti sur tout le territoire pour qu'on puisse faire des choses toute l'année et qu'il ne faille pas faire des centaines de bornes ou prendre un avion pour venir.

Laurent Voiturin. Le rapport de domination qu'on identifie là, est dégueulasse. Il faut relocaliser nos activités artistiques, elles nous appartiennent. Nous devons rentrer dans les conseils d'administration de ces maisons qui nous appartiennent en tant qu'acteur, en tant que technicien. Je ne veux pas me placer en victime, je veux promouvoir des

L'intermittence est capitaliste, le salaire est émancipateur

dispositifs qui permettraient de développer des spectacles dans les quartiers. La question du travail que nous fournissons n'a rien à voir avec le cachet qui ne correspond pas à la quantité de travail. Il faut attaquer ce marché du travail. Nous voulons des pratiques localisées, plus vertueuses sur le plan écologique, sur le plan social avec un salaire en fonction de notre compétence, le cachet est peut être le moyen, l'intermittence est aussi un autre moyen, on a un terrain d'expérimentation qui nous permet d'avancer là dessus.

Martine Ritz. L'intermittence est capitaliste, le salaire est émancipateur. La crise sanitaire nous a montré que le statut le plus protecteur est celui de fonction publique. Nous sommes des salariés à emploi discontinu moins bien protégés que les CDI et mieux protégés que les auto-entrepreneurs ou les gens qui n'avaient pas de salaire, donc la notion du salaire est totalement émancipatrice. Si nous avons des salaires attachés à nos personnes, nous serions libres vis à vis des directeurs, qui ne sont que des salariés cooptés. On est libre de créer

quand on est libre dans sa tête sur le plan financier et économique.

Benoît Borrits. Dire « tout le monde va être payé avec des grades », autant dans la fonction publique cela marche bien parce qu'on est dans une économie non marchande mais dans une économie marchande, ça coince. La notion de convention salariale de la valeur qui finalement dit ce qu'on achète, sans se préoccuper de la qualité, que les grades sont garants de la valeur, pour moi cela ne fonctionne pas. Par contre mettre systématiquement hors marché une partie de la production de façon à garantir à toutes les personnes qui sont en activité, un salaire minimum, c'est bien quelque chose qui est extrait de la production, distribué de façon strictement égalitaire entre les personnes, ça je pense que c'est entendable et peut être discuté.

Sylvie Larue. Gérer la caisse d'assurance chômage, décider des subventions et donc poser la question de qui décide, il faut porter cette exigence que la décision ne doit pas revenir à quelques barons, marquis ou président directeur général de la France. ●



Communiqué de la CGT La réforme de l'assurance chômage suspendue

Le Conseil d'État vient d'annoncer sa décision suite à l'audience en référé suspension du 10 juin : la réforme de l'assurance chômage que le gouvernement voulait mettre en œuvre au 1er juillet est suspendue en attendant un jugement au fond pour annulation.

C'est un camouflet pour le gouvernement et pour Emmanuel Macron qui n'ont eu de cesse de saccager les droits des chômeurs, traités de fainéants et de tricheurs à chaque occasion et poursuivis de leur vindicte malgré la crise.

Le jugement courageux fait apparaître au grand jour la supercherie : la réforme a pour but de faire de violentes économies sur le dos des travailleuses et travailleurs précaires, tout en rendant encore plus malléable et disponible une main-d'œuvre, très jeune, servant d'armée de réserve au patronat.

La juge a estimé que les éléments complémentaires fournis par le gouvernement pour retarder l'échéance de quelques jours n'ont apporté aucun éclairage.

La ministre du Travail a continué de mentir d'un bout à l'autre en prétendant que cette réforme avait pour but « d'aider les travailleurs précaires » : leur couper les vivres allait leur permettre, soi-disant, de faire pression sur les employeurs pour leur proposer des CDI. Cette aberration n'a pas trompé le Conseil d'État, alors que toutes les études montrent que les salariés n'ont pas le choix de leur contrat, précaire ou non.

La juge retient le caractère urgent qui nécessite une suspension pour ne pas appliquer au 1er juillet la baisse drastique des droits (à travers le changement de calcul du salaire journalier de référence, véritable dévoiement de celui-ci).

Elle relève les profondes ruptures d'égalité que nous avons mises en lumière, notamment grâce aux travaux de Mathieu Grégoire et de l'Unedic. La censure du changement de calcul, si elle est confirmée à l'audience jugeant sur le fond, signifie que le gouvernement a tout faux et n'a même pas été capable de concevoir un instrument correspondant à ses discours.

La CGT se félicite de l'unité syndicale très large et de la convergence très grande avec de nombreuses associations et collectifs qui combattent cette réforme.

Après cette première victoire, la mobilisation doit continuer, non seulement pour empêcher définitivement l'application de la réforme de l'assurance chômage mais également pour imposer l'ouverture de droits pour tous les chômeurs et pré-

caires et à terme une autre protection sociale. La CGT propose de construire une sécurité sociale professionnelle, pour ouvrir à toutes et tous des droits attachés à la personne, garantis collectivement dans un nouveau statut du travail salarié.

Communiqué de Solidaires Réforme Assurance Chômage : Le gouvernement à nouveau au tapis !

Le mouvement social et le Conseil d'État viennent d'infliger une lourde défaite au gouvernement. Saisi par la CGT, la FSU et Solidaires afin que soit suspendu le décret portant réforme de l'assurance chômage du 30 mars dernier, le Conseil d'État a décidé de suspendre la réforme du salaire journalier de référence dont le système projeté doit engendrer des inégalités en montants d'allocations pour une même période travaillée de 1 à 50 !

Dans la droite ligne de sa décision de novembre dernier, le juge a donc fait droit aux syndicats et suspendu, dans l'attente d'une décision au fond, les règles de calcul du montant de l'allocation chômage qui devaient entrer en vigueur le 1er juillet. Ce n'est guère étonnant au vu des incohérences et contradictions d'un gouvernement incapable de justifier du bien-fondé de sa politique se fondant sur une hypothétique amélioration du "marché du travail", allant jusqu'à prétendre pendant l'audience que c'est aux salariés-es d'obliger le patronat à leur proposer des contrats non précaires !

Alors que Macron a annoncé le retour de la réforme des retraites, cette nouvelle victoire du mouvement social signe une nouvelle défaite du gouvernement pour qui la réforme de l'assurance chômage a servi ces derniers mois de réforme « étendard ». Même si nous ne doutons pas qu'il revienne rapidement à la charge, cette victoire doit le faire réfléchir. Elle met en cause sa capacité à gérer l'assurance chômage dans le respect de l'intérêt des chômeurs et des chômeuses gestion qui doit être de la compétence des seuls.es représentants.es des travailleurs (ses). Alors que les besoins sociaux sont partout criants, il est temps pour notre camp de construire une protection sociale en phase avec les enjeux du 21^{ème} siècle. Réellement protectrice des droits de la population, à commencer par les plus modestes, contre les aléas de la vie que ce soit en termes de santé, de vieillesse, de chômage.

Mais ces victoires rappellent surtout qu'il ne faut jamais rien lâcher, qu'il nous faut toujours construire dans les lieux de travail et dans l'espace public le rapport de force pour empêcher ce gouvernement de nuire à nos droits et en gagner de nouveaux. A commencer par un vrai statut du salarié permettant de toucher son salaire même en ayant perdu son emploi ! ●



Les abîmes de l'abstention

Les élections régionales et départementales ont eu lieu. Elles sont l'objet de spéculations multiples, moins sur la réalité de leurs résultats que sur leurs conséquences possibles. En ligne de mire, bien sûr, la présidentielle de 2022...

Le fait le plus marquant restera fixé sur une abstention qui pulvérise les records : deux électeurs sur trois ! Plus l'abstention grandit, plus elle se fait complexe. Les données sociodémographiques sont certes limpides : la participation augmente avec l'âge; elle diminue avec la position sociale, le niveau de revenus et celui de la formation. Mais, si elle ne le fait pas pour tous à l'identique, elle augmente partout.

Il y a donc plusieurs abstentions. Chez les plus jeunes, elle peut exprimer un manque d'intérêt : à quoi sert de voter dans une élection dont on ne sait dire à quoi elle sert ? Chez des plus âgés éduqués, elle peut dire l'insatisfaction profonde devant l'offre : on ne sait pas trop comment faire la différence entre les listes concurrentes ni dire où est la plus attractive. Dans les catégories les plus populaires, l'abstention dit volontiers la colère : à quoi bon voter, dans une élection qui ne sert à rien, pour des politiques qui, à droite comme à gauche, nous ont méprisés et trompés ?

Les motifs d'abstention peuvent se juxtaposer ou se mêler. Ils convergent dans la même insatisfaction : le monde politique ne fait plus rêver, on ne peut plus lui faire confiance et il n'y a aucune raison de se faire représenter par lui. Si cela est vrai, rien ne sert de sermonner les abstentionnistes, ni de les menacer d'un vote obligatoire. Le problème se trouve entièrement du côté de la politique telle qu'elle s'est instituée. Il n'est pas du côté de celles et ceux qui ne votent pas, mais du côté de ceux qui ne donnent pas envie de voter. Noyés dans les combinaisons politiques ou dans les présumées « contraintes » du réel, ils ne contribuent plus à produire du sens partagé.

La distribution des votes

Les élections régionales			
2015		2021	
Nuance	% EXP	Nuance	% EXP
EXG	1,5	LO	2,2
PC	1,6	PCF	1,2
PC-Front de gauche	2,5	FI	3,2
PS et divers gauche	25,3	PS et divers gauche	16,2
Verts	7,2	Verts	14,3
Gauche	37,5	Gauche	36,1
Droite parlementaire	27,9	Droite parlementaire (dont LREM)	40,1
EX DR	27,9	EX DR	21,2

Les élections départementales			
2015		2021	
Extrême gauche	0,1	Extrême gauche	0,2
PCF	1,3	PCF	1,9
PG	0,1	LFI	0,8
Front de gauche	4,8		
Union à gauche	8,3	Union à gauche	17,4
Ps et divers gauche	22,0	PS et divers gauche	16,2
Gauche	36,5	Gauche	36,6
Centre et droite	29,9	Centre et droite	41,4
Extrême droite	25,8	Extrême droite	18,6

Globalement, le rapport des forces entre la gauche et la droite reste à peu près le même : un peu au-dessus de 35 % pour la gauche, autour de 60 % pour la droite. Ce qui change est la distribution interne de ces votes. L'extrême droite se tasse, tout comme le PS ; la droite classique fait un bond sensible et le centre y trouve une place un peu plus conséquente, même si la REM ne réussit pas son coup ; l'écologie politique gagne quant à elle 7 points aux régionales entre 2015 et 2021. Une élection à faible participation favorise les mobilisations militantes et les réseaux notabiliaires. Le RN n'est pas parvenu à « doper » ses forces, tendues vers la prochaine présidentielle, et il n'a pas la base de notabilités qui compte dans ce type d'élection (le poids des exécutifs sortants). Les Verts ont tiré leur épingle du jeu, mais n'ont pas surpassé le PS et restent fixés à un niveau modeste sur le terrain cantonal. Entre les forces classiques, c'est la mouvance LR qui a dominé le match. Dans ce champ largement occupé, le PCF et la FI ont joué les utilités, en solo ou en position de force d'appoint. Clémentine Autain et Sébastien Jumel sont les seuls à tirer leur épingle du jeu aux régionales.

Et maintenant ?

Il est donc incongru de faire la morale aux abstentionnistes ; ce n'est pas pour autant que l'élection est un piège à cons... D'une manière ou d'une autre, il faudra continuer obstinément de travailler à rattacher l'attente d'en bas et les projets poli-



tiques qui peuvent leur donner du sens.

Beaucoup ont ricané sur la fin imminente du match Le Pen-Macron et sur le retour aux formes politiques anciennes du conflit droite-gauche. C'est aller bien vite en besogne. La fonction de la politique est d'unifier les populations concernées autour de projets de société, de visions du monde et de grands récits. Or à ce jour, il n'en est que deux pour structurer le champ politique institutionnel.

L'un est à la fois libéral, autoritaire et ouvert sur l'extérieur (l'Europe, le monde) ; l'autre est à la fois « illibéral », protectionniste et excluant. Le macronisme prospère sur la première cohérence ; le lepénisme sur la seconde. Chaque ensemble a son incarnation provisoire : si Macron et Le Pen repoussent plus qu'ils n'attirent, leur attraction est suffisante, au moins dans leur espace, pour arriver en tête au premier tour. Aucun des deux n'est majoritaire dans une opinion éclatée, à l'image de la société elle-même ; mais ils ont assez d'attraction pour

atteindre le tour décisif.

Ni la droite classique, ni la gauche ne donnent l'impression de disposer d'une proposition au moins aussi attractive. Depuis dimanche, les sondages suggèrent que cela les laisse pour l'instant au tapis dans une présidentielle. Dans des scrutins jugés sans enjeu mobilisateur, le poids des organisations et des notabilités peut assurer des succès partiels. Dans des élections à participation plus forte, ce n'est plus suffisant.

À gauche, la démonstration est faite que ni la dispersion des forces, ni l'unité proclamée ne créent une dynamique suffisante pour rattraper le retard pris en 2017. Ou bien la gauche se refonde autour de projets clairs et d'une dynamique socialement rassembleuse : alors l'émancipation retrouvera la force que lui donnaient les aspirations égalitaires du mouvement ouvrier. Ou bien le marasme politique persistera : alors nous n'aurions le choix qu'entre la fade « gouvernance » et la logique excluante du ressentiment.

● ROGER MARTELLI



Le Quatrième Mur

Georges est un éternel étudiant, passionné de théâtre, metteur en scène. Antifa, pro-palestinien, engagé jusqu'à la violence. Depuis la naissance de sa fille, pourtant, sa vie est plus calme. Mais lorsque son ami Sam, mourant, lui demande de poursuivre son projet fou – et si beau – monter Antigone à Beyrouth, en pleine guerre du Liban, il accepte. Le but : faire cohabiter sur scène des ennemis le temps d'une représentation ; voler à la guerre deux heures de paix. Sunnites, chiites, druzes, maronites, les acteurs sont de tous horizons. Mais quand se brise le quatrième mur, plus rien ne les protégera de la tragique réalité... Ce livre, je l'aime car il contient l'essence même du tragique. Les personnages, comme Antigone vont jouer leur rôle jusqu'au bout. Chalandon, reporter de guerre, écrit avec une précision cinématographique : phrases courtes, violentes. C'est incisif, imagé, brutal. Inspiré de vécu aussi. Sabra et Chatila, il l'a vu. La rencontre avec Joseph-Boutros, ce n'est pas de la littérature... D'ailleurs, seule l'absurde réalité de la guerre peut faire réciter du Victor Hugo à un sniper sur le point de tirer... Une lecture dont on ne ressort pas indemne.

● **ALEXANDRA PICHARDIE**

Le quatrième mur, Sorj Chalandon, 336 pages, Éditions Le livre de poche, Août 2014, 7,20 euros

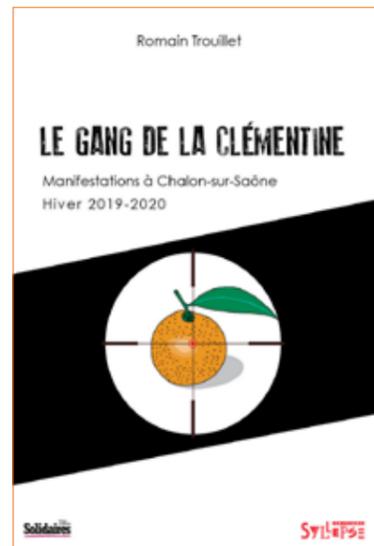


Le conteur, la nuit et le panier

Conteur qui porte-parole bien au-delà du réel immédiat, comme un passeur d'une rive à l'autre de notre humanité. Humanité de nuit qui répond à l'inhumanité de la plantation, de l'esclavage ? Cet ouvrage est-il un point d'histoire ? Un récit d'émancipation ? Un blues, en quelque sorte ? Un essai peut-être... Un beau et long récit philosophique, de ce qui fait rime avec les airs et la poésie. On y croise Deleuze, Guattari, Glissant et Césaire. L'état poétique où nous amène le conteur provoque, accouche de ce « moment catastrophe », une sorte de disruption d'émancipation, qui à la délivrance de la parole agglomère les forces de l'écriture. Comment alors distinguer ce « moment catastrophe » de l'instant-création. Comment le cri se fait chant. La révolte, libération ? Patrick Chamoiseau extrait de cet état-nuit une lente mélodie qui emplit le panier de la délivrance. De délivrances. Il invoque Césaire et Glissant, comparant leurs mouvements, analysant leurs mots. Faisant ainsi archipel qui résonne « curieusement » aux relents post colonialistes, aux biens mal acquis et mal restitués, aux bavures. On lira avec délice ce récit créolisé dont les basses graves raisonnent de tant d'humanité réelle.

● **PATRICK VASSALLO**

Le conteur, la nuit et le panier, Patrick Chamoiseau, Éditions du Seuil, 2021, 259 pages, 19 euros



Le gang de la Clémentine

Écrit par un militant local de l'Union syndicale Solidaires, ce petit livre est le roman vrai des manifestations contre le projet de contre-réforme des retraites, durant l'hiver 2019-2020 à Chalon-sur-Saône. L'histoire débute le 5 décembre 2019, premier jour de la grève reconductible. Mais, comme l'auteur le suggère « peut-être qu'elle avait commencé le 17 novembre 2018 avec les Gilets jaunes. Ou encore le 32 mars 2016 avec la Nuit debout. A moins que ce ne fût avec les Jour heureux, le 15 mars 1944 ». Blocage, « grevillade, maçonnerigolade », lorsque la permanence LREM est murée, distribution de gaz à tous les étages et même vers un gérant d'hypermarché, musiques, ponctuent le récit ; jusqu'à l'opération Clémentines du 30 janvier... Et les aventures continuent : une opération trombine durant laquelle Macron est renversé, un café et serré, puis l'« a(u)ddition... » Jusqu'à la dormance, le 20 mars 2020, suivie de quelques épisodes complémentaires en 2021. Une lecture agréable, un soutien financier contre la répression, un souci d'écriture porté par un collectif syndical local... Plein de bonnes raisons de découvrir le gang de la clémentine !

● **CHRISTIAN MAHIEUX**

« Le Gang de la Clémentine ; manifestations à Chalon-sur-Saône, hiver 2019-2020 », Romain Trouillet, Editions Syllepse, juin 2021, 5 euros.



L'imame et la rabbin

Kahina Bahloul est la première femme imame en France, autrice de « Mon islam, ma liberté » très bel ouvrage écrit à la première personne. Elle y défend un islam moderne, libéral et ouvert. Elle a fait un doctorat sur un théologien soufiste du 12ème siècle : Ibn Arabi et invite à revisiter le Coran et réformer l'islam. Elle a un projet de mosquée « Fatima » fondée sur un soufisme libéral. Delphine Horvilleur est une des 3 femmes rabbin de France. Elle prône un judaïsme libéral et « en mouvement », participe à l'organisation Judaïsme en mouvement issu du mouvement juif libéral de France et de l'union libérale israélite en France. Elle fait un très beau récit « Vivre avec nos morts » de son accompagnement des familles endeuillées, de son adaptation aux demandes de chacune, car, écrit-elle, « les rites de deuil sont là pour accompagner les disparus mais plus encore pour accompagner ceux qui restent ». Deux femmes qui revendiquent la place des femmes et l'égalité dans leurs religions respectives, qui parlent de spiritualité en termes de JE, et qui posent plus de questions qu'elles n'assènent de réponses toutes faites, qui, peut-être parce qu'elles sont femmes, se situent hors des cadres, des hiérarchies, des codes, et des rigidités religieuses ce qui leur donne une grande liberté d'expression, d'ouverture et de dialogue.

● **BÉNÉDICTE GOUSSAULT**

Mon islam, ma liberté, Kahina Bahloul Éditions Albin Michel, 208 pages, Mars 2021, 18,90 euros

Vivre avec nos morts, Delphine Horvilleur, Éditions Grasset, 234 pages, Mars 2021, 19,50 euros



Soi-même comme un roi

Le débat complexe de l'identité et sa double dimension subjective et sociale est structurant pour toute société, et donc un véritable défi politique. Pour l'autrice son irruption dans les termes hégémoniques d'aujourd'hui est symptomatique de la crise sociale et sociétale que nous traversons, et de notre difficulté à trouver les réponses adéquates et durables. L'assignation identitaire est corrélative à la fois à la négation néolibérale de toute société par son atomisation, et à sa fragmentation croissante par épuisement face aux aspirations grandissantes à l'émancipation des fermentations traditionnelles qui la cimentaient. Elle se traduit par deux logiques d'essentialisation de la différence et de l'universel : des instrumentalisation des notions de genre et de race réduisant l'altérité à une subversion en soi et minorant au passage celle de classe, et la promotion d'une « identité nationale » figée dans une posture de forteresse assiégée nourrissant la diabolisation de toute altérité. Ces deux logiques dominantes et destructurantes obèrent la recherche d'une alternative émancipatrice, une nouvelle dialectique de la conflictualité historique entre l'universel et la différence, le commun et le singulier. Le livre ne propose de pistes qu'en filigrane de ses critiques elles-mêmes discutables. C'est une tâche politique d'autant plus urgente à penser et à construire de façon inédite que le rôle surdéterminant de l'État dans ces logiques d'ossification de la fabrique des identités demeure un point aveugle, entretenant l'illusion de son intervention neutre et purement régulatrice !

● **MAKAN RAFADJOU**

Soi-même comme un roi, Elisabeth Roudinesco, Éditions du Seuil, 2021, 276 pages, 17,90 euros



Utopies made in monde. Le sage et l'économiste

La démarche singulière de l'auteur se nourrit d'enquêtes de terrain à partir desquelles il produit ses travaux. Après une somme remarquable, « Chindafrique », c'est aux sources de l'utopie et à une réinvention de l'économie qu'est consacré cet ouvrage. Accolée à une solide base documentaire, qui embrasse une série de champs forts variés, la mise en valeur des utopies du XXI^e siècle permet à notre économiste d'extraire ses vérités de sagesse, lignes de force qui organisent résistance ou activités humaines. Utopies concrètes, micro localisées, sagesse chinoise, indienne, occidentale vivifiées (ou blessées) par des grands courants de pensée et de philosophie, marxisme ou taoïsme au rappel ! De quelles actions parle-t-on ? Quels équilibres ? Par où penche la mondialisation ? Le « développement » ? Le progrès ? Voici qui stimule en ces temps d'incertitudes et de pandémies mortifères, qui soumet quelques certitudes à la controverse, se gardant de tout étalement d'affirmations ou prêt-à-penser. Cette suite intelligente de remises en chantiers, de points d'appui montre un déjà là qui cherche reconnaissance. Et, au fond, ne s'agit-il pas ici de la recherche d'une sagesse du monde qui fasse pièce à la folie d'une mondialisation capitaliste débridée ?

● **PATRICK VASSALLO**

Utopies made in monde Le sage et l'économiste, Jean-Joseph Boillot, Éditions Odile Jacob, 2021, 399 pages, 25,90€-euros

Créations durables et désirables

Je commence mon été par une [tourné théâtrale à vélo](#). Et dire que je me croyais original. Coronavirus, urgence climatique, nos choix de compagnie sont impactés et nous tentons d'utiliser les contraintes comme des occasions joyeuses de transformer nos propositions artistiques. Nous ne sommes finalement pas très originaux et ce qui est sans doute rassurant, c'est que nous ne sommes pas seuls.

Je pédalerais donc à quelques kilomètres de chez moi, sur les routes du Buëch. Je raconterai chaque soir "le jour se lève encore" une fresque familiale où je mets ma biographie à l'épreuve de la fable. J'y parle d'un couple à l'épreuve des défis du présent, d'un arrière grand père ouvrier-paysan qui admire Marcel Paul, créateur d'EDF-GDF et de la CCAS... Bref je tente (de nouveau) de mettre en récit mes doutes et mes bagages familiaux. Cette tournée vélo est surtout l'occasion d'essayer de réinventer une rencontre entre un spectacle et un territoire, de réduire un peu l'impact carbone de nos actes professionnels, de retrouver en extérieur les joies simples d'un moment d'humanité...

Je trouvais ça assez novateur mais je n'ai pas tardé à découvrir qu'un peu partout en France des artistes cherchent à se jouer des contraintes sanitaires et climatiques. Un réseau improbable de [spectacles dans les jardins](#) se crée sur les réseaux sociaux et met en relation habitants et artistes de tout le pays. L'amie [Lily Luca](#) trimballe sa guitare et sa poésie en vélo alors que le fou-chantant [Philippe Séranne](#) (qui habite à 2 pas de chez moi... à Veynes !) traverse les Alpes avec son Piano-Vélo.

Veynes et les Hautes-Alpes sont décidément une terre d'alternatives culturelles et je (re)découvre chaque jour des propositions étonnantes... Le "Piano du Lac" (lui aussi installé à Veynes !) arpente les routes de France et d'Espagne en faisant flotter des pianos (et des spectacles). La petite entreprise poétique est devenue une belle aventure qui réunit des dizaines d'artistes et de technicien-ne-s. Avant d'être tous sur la route, ils hissent à dos d'homme un piano à queue sur un itinéraire de randonnée. Les marcheurs-mélobanes pourront s'arrêter quelques minutes pour partager leur musique avec les oiseaux et les arbres...

Chaque année, de plus en plus de tournées sont organisées de refuge en refuge. conteurs et musicien-ne-s marchent, histoires et instruments sur le dos, et se passent le relais pour inventer des soirées hors normes dans des écrans de nature.

Dernière invention en date, l'association Kaya, qui d'habitude organise un "gros" festival de musique actuelle à Embrun, a décidé de se jeter à l'eau et d'organiser des concerts flottants entièrement alimentés par des énergies solaires. Une programmation de grande qualité est proposée sur le magnifique lac de Serre-Ponçon pour un public flottant. (On notera au passage que ce lac est lui aussi une création humaine...d'EDF-GDF !).

Ils paient, pédalent, marchent. Ils réinventent une poésie loin de la course au gigantisme. La technique est ici utilisée non pour impressionner ou pour écraser le spectateur mais simplement pour permettre une rencontre, pour rendre vivant un imaginaire à partager. Ces quelques mots sont là pour rendre hommage à ceux et celles qui inventent, pour partager avec les lecteurs de Cerises l'idée simple que le futur est « déjà-là » aux creux de ces nouveaux récits qui transforment un effondrement en création, une crise sanitaire en avenir habitable. Bon été ! ●

Laurent Eyraud-Chaume



Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Benoit Borrits, Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Laurent Lévy, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Pierre Zarka, Patrick Vassallo, militant-e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, l'Union communiste libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de Solidaires ...

Comme dit dans le [Manifeste](#), nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
<https://ceriseslacooperative.info/>